

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 31/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRAVIERES ET SABLIERES VELTZ VIX

Harschmatt - Dungerloch
ZERC2
67760 GAMBSHEIM

Références : 0006700124/JB/CE
Code AIOT : 0006700124

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/05/2023 dans l'établissement GRAVIERES ET SABLIERES VELTZ VIX implanté Harschmatt-Dungerloch - ZERC2 - 67760 GAMBSHEIM. L'inspection a été annoncée le 04/04/2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAVIERES ET SABLIERES VELTZ VIX
- Harschmatt-Dungerloch - ZERC2 - 67760 GAMBSHEIM
- Code AIOT : 0006700124
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VELTZ-VIX est autorisée par arrêté préfectoral du 29/12/2017 à exploiter une carrière, des installations de traitement des matériaux de carrières et une station de transit de produits minéraux située à Gambsheim. L'arrêté préfectoral du 24/01/2020 complète le référentiel réglementaire de l'installation, suite à l'extension de l'aire de stockage de granulats existante.

Une installation de production de béton prêt à l'emploi est également exploitée sur le site (d'une capacité de malaxage inférieure à 3 m³) considérant la notification de modification déposée le 26/11/2020 (modification non substantielle au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement, actée par courrier préfectoral du 22/02/2021).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : garanties financières, plan d'exploitation, surveillance des eaux souterraines, eaux résiduaires de l'aire de ravitaillement, lutte contre l'incendie, eaux de procédés des installations.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Eaux de procédés des installations	Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 6.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Modification des installations	Code de l'environnement du 04/05/2023, article R.181-46	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 2.2	/	Sans objet
2	Plan d'exploitation et coupes associées	Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, articles 13.5 et 13.6	/	Sans objet
3	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 6.8	/	Sans objet
4	Eaux résiduaires de l'aire de ravitaillement	Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 6.3	/	Sans objet
5	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 11.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La modification du système de décantation des eaux de procédés de l'installation de criblage n'a pas été portée à la connaissance de l'autorité préfectorale et son dimensionnement actuel ne permet pas un temps de séjour suffisant pour une décantation efficace. La situation n'est pas conforme et nécessite de proposer, en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de mettre l'exploitant en demeure de se mettre en conformité.

L'Inspection a également fait l'objet d'observations qui ne nécessitent pas de suites administratives, mais pour lesquelles il est attendu que l'exploitant transmette des éléments de réponse dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 2.2
Thème(s) : Situation administrative, Montant et justification des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La durée de l'autorisation est divisée en six périodes de cinq ans. Le montant des garanties permet d'assurer la remise en état maximale pendant chaque période. Le montant des garanties pour chacune de ces périodes est fixé dans le tableau ci-après, par référence à l'indice TP01 de juillet 2016 (102,3 base 2010). Périodes 6-10 ans Garanties 169 086,56 €
Constats : Les garanties financières d'un montant de 169 086,56 € sont constituées jusqu'au 31/12/2027 (acte de cautionnement du 13/09/2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan d'exploitation et coupes associées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, articles 13.5 et 13.6
Thème(s) : Autre, Contenu et mise à jour
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 13.5 - Plan d'exploitation L'exploitant établit un plan à une échelle au moins aussi précise que le 1/1000, orienté. L'échelle est mentionnée sur le plan. Le plan comprend un maillage selon le système Lambert et doit indiquer : <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre de l'installation (carrière et installations annexes) et ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - la dénomination actualisée des parcelles cadastrales concernées et riveraines ; - les limites communales ; - la position des ouvrages mentionnés au point 14.1 de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 susvisé et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales ; - la position des bâtiments, des installations, des ouvrages ou des équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat ; - les limites de sécurité réglementaires et les périmètres de protection ; - l'emplacement des bornes ; - les courbes de niveau équidistantes (tous les 10 mètres d'altitude) et les cotes d'altitude des points significatifs ; - les courbes bathymétriques (équidistantes, tous les dix mètres de profondeur) ; - les installations annexes (accès, dispositifs de traitement des eaux...) ; - la position des dispositifs de clôture et des autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses ; - les voies d'accès à la carrière ; - les pistes et les voies de circulation de la carrière ; - les piézomètres et les ouvrages de prélèvement d'eaux (puits, forages...) ; - les zones dans lesquelles l'exploitation est définitivement arrêtée ; - les zones définitivement réaménagées et la nature de la remise en état effectuée ; - les zones non défrichées ; - les zones défrichées non réaménagées ; - les limites des zones de hauts-fonds réalisées et/ou prévues ; - les limites des zones humides réalisées et/ou prévues ;

- l'emplacement des hibernaculums réalisés et/ou prévus ;
- l'emplacement des merlons ;
- les zones de stockage des terres et des stériles d'exploitation ;
- l'emplacement des points de rejet des eaux dans le plan d'eau et des points de prélèvement (dans les bassins de décantation, dans le plan d'eau, à la sortie des dispositifs de traitement des eaux...) ;
- l'emplacement des bassins de décantation ;
- les éventuels cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ou situés dans la carrière.

Le plan est daté. Il comporte une légende qui permet d'identifier les éléments énumérés au paragraphe précédent.

Au moins trois coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, sont jointes au plan. Les coupes sont réalisées vers la zone d'extension exploitée, vers les zones de hauts-fonds et vers les zones les plus profondes du plan d'eau.

Article 13.6 - Mise à jour et communication du plan et des coupes

Le plan d'exploitation est mis à jour au moins tous les deux ans.

[...]

Le plan bathymétrique et les coupes sont mis à jour au moins tous les deux ans.

[...]

Les plans sont dressés et les coupes sont établies par un géomètre-expert.

Constats : Les derniers relevés ont été effectués en 2021 par le cabinet de géomètres-experts Lambert. Le plan topographique et bathymétrique correspondant, au 1/1000e, a été présenté.

Observation : Il présente toutefois une erreur de version et de date de mise à jour qu'il convient de corriger, notamment lors de la prochaine mise à jour prévue en mai 2023.

Le plan présente une légende.

Observation : La légende est succincte et mérite d'être complétée (bornage, dispositif de clôture, merlons...).

Le plan met en évidence le respect de la profondeur d'exploitation limitée à la cote +67 m NGF fixée à l'article 12.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Quatre profils bathymétriques accompagnent ce plan. La position des profils sur le plan topographique et bathymétrique est précisée.

Les pentes théoriques sont tracées à partir du niveau du plan d'eau du jour du relevé alors que l'article 12.2 susvisé impose une référence liée à la cote des plus hautes eaux décennales connues de la nappe (pentes de 1/1,5 et 1/2,5) ou à la cote moyenne estivale du niveau libre de l'eau (pente de 1/10). Les profils ne font pas apparaître ces références.

Aussi, les pentes théoriques sont tracées à partir du périmètre d'autorisation alors que leur point de départ doit être tracé à partir du bord de l'excavation tel qu'il est prévu pour la remise en état.

Observation : Il est rappelé que le tracé des pentes de sécurité doit tenir compte des bonnes références.

Observations : Il convient que l'exploitant fasse réaliser à l'avenir les profils en tenant compte de l'observation.

L'exploitant s'est engagé à demander au géomètre de procéder aux rectifications lors de la prochaine mise à jour du plan (version, légende). Il conviendra d'en transmettre une copie à l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 6.8		
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses de la qualité des eaux souterraines		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : Le réseau de surveillance de la nappe se compose de trois ouvrages. [...] L'exploitant réalise la surveillance de la manière suivante :		
Point de contrôle	Fréquence des prélèvements et analyses	Paramètres à rechercher
PZ1, PZ2, PZ3	Annuelle	Température, pH, ammonium, hydrocarbures totaux, COT, conductivité, paramètres bactériologiques
Plan d'eau Kaelbergrün	Annuelle	Température, pH, turbidité, ammonium, hydrocarbures totaux, COT
Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site. À chaque campagne de mesure, le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant joint aux résultats d'analyse une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres. [...]		
Constats : Le réseau de surveillance, la fréquence de contrôle et la liste des paramètres à analyser sont conformes. D'après le dossier de demande d'autorisation, la nappe s'écoule dans une direction Sud-Ouest/Nord-Est et l'installation ne se trouve dans aucun périmètre de protection d'alimentation en eau potable. Les résultats de l'analyse réalisée en mars 2022 ne sont pas commentés mais font apparaître la conformité des résultats par rapport aux valeurs de référence eaux brutes fixées par l'arrêté ministériel du 11/01/2007 (annexe II).		
Observations : Conformément à l'article 1.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation (Programme de surveillance - Action correctives), il convient que l'exploitant analyse et interprète les résultats des contrôles dès la prochaine campagne d'analyses afin de pouvoir mettre en œuvre dans les meilleurs délais les éventuelles actions correctives lorsque les résultats montrent des écarts, des anomalies ou des dépassements par rapport aux valeurs limites prescrites.		
Bien que les résultats d'analyse ne sont pas accompagnés d'une carte des courbes isopièzes, le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de mesure. La disposition de cette information doit permettre à l'exploitant de tracer une carte des courbes isopièzes avec la localisation des piézomètres afin de vérifier le sens d'écoulement de la nappe. Il conviendra de le faire dès la prochaine campagne d'analyses.		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 4 : Eaux résiduaires de l'aire de ravitaillement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien du séparateur d'hydrocarbures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ravitaillement des engins de chantier doit être réalisé sur une aire étanche reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi

collectées doivent être traitées par un séparateur d'hydrocarbures ou par un dispositif de traitement équivalent avant rejet.

Le dispositif de traitement doit être nettoyé et vidangé aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an. L'exploitant doit conserver tous documents qui justifient l'entretien du dispositif et le traitement des hydrocarbures ou des autres déchets piégés par le dispositif.

Les opérations correspondantes sont enregistrées et archivées. Les documents qui attestent de l'entretien du dispositif de traitement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées (registres, bordereaux de suivi de déchets...).

Constats : Le séparateur de l'aire de ravitaillement a été nettoyé et vidangé le 21/04/2023 par une société extérieure. Son entretien est réalisé à fréquence annuelle. Les documents présentés n'appellent pas de remarque.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 11.2

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification et entretien des équipements

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les installations doivent être pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés, conformes aux normes en vigueur et en nombre suffisant.

Ces équipements sont repérés et facilement accessibles.

[...] Ces matériels sont maintenus en bon état et doivent être vérifiés au moins une fois par an. L'exploitant doit être en mesure de le justifier.

Constats : La vérification des équipements de lutte contre l'incendie est effectuée à fréquence annuelle. La dernière date du 21/10/2022 (facture présentée).

Observations : Il convient de présenter le rapport d'intervention correspondant pour voir les éventuelles observations constatées et les éventuelles actions correctives engagées ou à engager (justificatif à transmettre).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Eaux de procédés des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 6.4

Thème(s) : Risques chroniques, Décantation des eaux de procédés

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les eaux de procédé doivent être rejetées dans un ou plusieurs bassins de décantation. Ces bassins :

- doivent être suffisamment dimensionnés pour absorber le débit et la charge des eaux ;
- doivent avoir une forme et une conception qui facilite la sédimentation des matières en suspension et leur curage ;
- doivent être régulièrement curés pour éviter leur saturation.

L'exploitant inscrit sur un registre les dates de curage des bassins.

Article 6.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29/12/2017

"À la sortie des bassins de décantation, les paramètres suivants doivent être analysés par un laboratoire agréé :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;

- température inférieure à 30 °C ;
- matières en suspension totales (MEST), concentration inférieure à 100 mg/l ;
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO), concentration inférieure à 125 mg/l ;
- hydrocarbures totaux, concentration inférieure à 5 mg/l.

Ces valeurs doivent être mesurées sur un échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. Pour les MEST, la DCO et les hydrocarbures totaux, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Des analyses de contrôle annuelles portant sur les paramètres précédemment cités, sont effectuées par un laboratoire agréé."

Constats : Pour rappel, le dossier de demande d'autorisation prévoit que les eaux de procédés de l'installation transitent dans deux bassins de décantation :

- un bassin de décantation pour l'installation de criblage (bassin nord) pour les eaux de procédés des concassés lavés (aménagement du bassin présenté dans l'illustration n°1),
- un autre (fossé) pour l'installation de concassage pour les eaux de procédés des roulés lavés (bassin sud).

En sortie de ces dispositifs, les eaux sont rejetées dans le plan d'eau Kaelbergrün, situé à proximité immédiate de la plateforme des installations et résultant de l'exploitation d'une ancienne gravière (déconnecté de tout cours d'eau ou ruisseau). Il existe 2 points de rejet (respectivement un par dispositif de décantation).



Illustration n°1 - Aménagement du bassin de décantation des eaux de procédés des concassés lavés tel que présenté dans le dossier de demande d'autorisation - Bassin agrandi en 2014/2015 afin d'améliorer la récupération des fines de décantation en fin de parcours du circuit eau, et dont l'aménagement doit permettre d'augmenter le temps de séjour des particules, de réduire la vitesse de transit et d'assurer une meilleure décantation.

Le jour de l'inspection, le bassin de décantation mis en oeuvre pour l'installation de criblage ne correspond pas à celui présenté dans le dossier de demande d'autorisation (surface réduite) et l'Inspection note que le rejet déversé en entrée de ce bassin est réalisé en direction et à une très courte distance de son exutoire (sortie dans le plan d'eau Kaelbergrün), ce qui ne permet pas un temps de séjour suffisant pour une décantation efficace (cf illustration n°2 ci-dessous).

L'exploitant indique en séance que les travaux d'aménagement de ce bassin ont été réalisés au début du 4e trimestre 2022 et que l'aménagement actuel doit être temporaire.

Il apparaît que le dimensionnement actuel du bassin et sa conception ne permettent pas d'assurer une décantation efficace des eaux qui y transitent. Ce constat constitue une non-conformité aux dispositions de l'article précité pour laquelle des suites administratives sont proposées.



Illustration n°2 : Bassin de décantation des eaux de procédés des concassés lavés le jour de l'inspection.

Les bassins sont régulièrement curés. L'Inspection n'a pas de remarque à formuler sur leur entretien lors de l'inspection (non saturés en fines).

Il apparaît toutefois que l'exploitant ne tient pas de registre permettant de consigner les dates de curage des bassins. L'exploitant s'est engagé à mettre en œuvre ce registre dès à présent.

Concernant la surveillance des rejets des eaux de procédés, une analyse a été réalisée en mars 2022 suite à des prélèvements effectués en sortie des dispositifs de décantation le 16/03/2022. Pour rappel, la concentration en MES en sortie de ce type de bassin est caractéristique de l'efficacité de la décantation. Les résultats apparaissent conformes (concentration en matières en suspension $< 12,5$ mg/l dans les 2 cas).

L'Inspection relève le jour de l'inspection que les eaux rejetées dans le plan d'eau en sortie du dispositif de traitement des eaux de procédés des roulés lavés (bassin sud) paraissent concentrées et colorent significativement le plan d'eau au point de rejet (estimation visuelle qualitative et non quantitative au regard du panache chargé en fines) et constate qu'il n'existe pas de dispositif de sur-verse à l'exutoire final.



Illustration n°3 : Eaux rejetées dans le plan d'eau en sortie du dispositif de traitement des eaux de procédés des roulés lavés (bassin sud).

Les résultats d'analyses des prélèvements réalisés le 31/03/2023 sont à transmettre à l'Inspection et doivent permettre de vérifier l'efficacité des dispositifs de décantation.
<p>Observations : Il est rappelé, conformément aux éléments présentés dans le dossier de demande d'autorisation, que le rejet d'eaux de procédés au sein du plan d'eau Kaelbergrün participe à la création de zones de hauts-fonds, dans des zones qui ne sont pas contraintes par un objectif de défruits maximal du gisement. Le rejet des eaux de procédés après décantation doit toutefois être maîtrisé par l'exploitant.</p> <p>Si les résultats d'analyses des prélèvements réalisés le 31/03/2023 mettent en évidence une situation non conforme, l'exploitant présentera des actions correctives.</p> <p>Par ailleurs, lors de l'inspection, l'exploitant semble émettre des doutes sur le lieu de prélèvements des eaux de procédés choisi par l'organisme extérieur (l'exploitant évoque notamment que les prélèvements sont effectués dans le plan d'eau, à distance des points de rejets). L'Inspection rappelle que les prélèvements doivent être effectués en sortie des bassins de décantation avant que les effluents ne rejoignent le plan d'eau. Des précisions sont attendues sur l'emplacement des points de prélèvement, et notamment pour la campagne d'analyses de mars/avril 2023. Une vigilance est recommandée sur ce point lors des prochaines campagnes d'analyses.</p> <p>Les rapports de l'analyse réalisée en mars 2022 indiquent comme origine des prélèvements "Eau de process 1" et "Eau de process 2". Il convient de préciser la correspondance de ces rejets (bassin nord ou bassin sud).</p> <p>Il convient de transmettre une copie du registre consignant les opérations de curage des bassins.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Modification des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/05/2023, article R.181-46
Thème(s) : Autre, Porter à connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues</p>

à l'article R. 181-45.

Constats : L'exploitant a effectué des modifications de ses installations avec la modification du bassin de décantation de l'installation de criblage par lequel transitent les eaux de procédés des concassés lavés (bassin nord). Ce changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation n'a pas été porté à la connaissance de la préfète.

Ce constat constitue une non-conformité aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement pour laquelle des suites administratives sont proposées.

Observations : Considérant que l'aménagement actuel n'offre pas un dimensionnement suffisant du bassin suffisant pour absorber le débit et la charge des eaux qu'il réceptionne, il convient que l'exploitant précise dans son rapport de porter à connaissance les travaux et aménagements envisagés pour répondre aux objectifs fixés aux articles 6.4 et 6.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29/12/2017.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

